

Version de formulaire en vigueur depuis novembre 2019

DEVIS DE L'ENTREPRISE QUI DOIT REALISER LES TRAVAUX

au domicile de

Nom (*) : Prénom (*) :

L'utilisation de ce formulaire de devis est obligatoire pour les franciliens qui souhaitent bénéficier des aides, jusqu'à 2 000 € (1 500 € REGION, 500 € ADEME) dans le cadre du Fonds Air-Bois de l'Île-de-France.

Ce dispositif concerne le remplacement des foyers fermés, antérieurs à 2002, utilisés comme chauffage principal, par des appareils labellisé Flamme Verte 7 étoiles ou équivalent « registre » ADEME.

Son objectif est d'améliorer la qualité de l'air grâce

- au remplacement de matériels polluants anciens très utilisés,
- à la diffusion de bonnes pratiques afin d'utiliser de nouveaux appareils plus performants dans les meilleures conditions pour limiter les émissions de polluants atmosphériques



Le matériel ne doit pas être acheté ou commandé (et les travaux ne doivent pas commencer) avant réception de la décision d'attribution de l'aide.

Recommandation : dès réception de la décision d'attribution de l'aide, la commande doit être passée et les travaux réalisés afin que le particulier puisse envoyer des justificatifs dans un délai de 12 mois

- La **facture**, comportant la **mention « acquittée »** de l'entreprise RGE, conforme au devis (**même modèle et même marque de matériel**) et indiquant les caractéristiques techniques du nouvel appareil de chauffage au bois
- Une **photo du chantier** et une **photo du nouvel équipement installé**
- Un document justifiant la destruction de l'ancien appareil de chauffage au bois fiche **CERFA n°1412-01** ou certificat de dépôt en déchèterie

Je soussigné-e (entreprise titulaire de la mention RGE QUALIBOIS)

Nom (*) : Prénom (*) :

Raison sociale de l'entreprise (*) :

N° SIRET (*) :

Label « Reconnu Garant de l'Environnement » (RGE) QUALIBOIS en cours de validité de l'entreprise et des sous-traitants (*). N° RGE (*) :

Adresse (*) :

.....

CP (*) : Ville (*) :

Ancien appareil

Démontage et évacuation pour destruction de l'ancien appareil Coût € HT(*)

Mode d'élimination (*) : ☐ Vers un ferrailleur ☐ Vers une déchèterie

L'entreprise qui assure l'enlèvement de l'ancien appareil est tenue de remettre à son client une attestation CERFA 14012-01 pour preuve d'élimination de l'ancien appareil

Nouveau matériel

Coût € HT(*)

* Les champs marqués (*) doivent obligatoirement être renseignés

Type (*) ☐ Insert cheminée ☐ Poêle ☐ Poêle de masse
☐ Chaudière ☐ Poêle hydro ☐ autre
 Combustible (*) ☐ bois bûche ☐ granulés / pellets ☐ autre
 Marque (en majuscules) (*) :
 Modèle (en majuscules) (*) :
 (*) ☐ Label Flamme Verte 7 étoiles ou ☐ « équivalent » conformément au
 registre du site [ademe.fr](http://www.ademe.fr/particuliers-eco-citoyens/financer-projet/renovation/laide-fonds-air), rubrique « fonds air » :
<http://www.ademe.fr/particuliers-eco-citoyens/financer-projet/renovation/laide-fonds-air>

Caractéristiques techniques précises (figurant dans la fiche technique du matériel)

Émissions de poussières (*) : mg/Nm³

Puissance nominale (*) : kW

Rendement (*) : %

Monoxyde de carbone CO (à 13% d'oxygène O₂) Taux (*) : %

Autres précisions :

Fourniture et équipements

Coût €HT(*)

.....

Les fournitures ici indiquées sont celles qui sont directement liées à l'installation (ex grilles, hottes, dallage). Si d'autres travaux sont engagés, ils ne doivent pas apparaître dans ce document

Tubage

Coût €HT(*)

.....

Dimensionnement du conduit de fumée réalisé conformément à la norme en vigueur, (EN 13384-1 ; NF DTU 24-1) ou aux prescriptions du fabricant de l'appareil (logiciel ou abaque)

Main d'œuvre

Coût €HT(*)

.....

TOTAL : €HT(*)

Taux de TVA : % (*)

TOTAL: €TTC(*)

- Certifie que les renseignements obligatoires demandés dans le présent devis sont exacts.
- Reconnaît être informé de ne pas pouvoir bénéficier des certificats d'économie d'énergie (CEE) pour cette installation.
- M'engage, si le bénéficiaire de la prime Air Bois me le demande, à faire éliminer l'ancien appareil tel qu'indiqué dans le présent devis.

Le (*) : Signature et cachet de l'entreprise ⁽¹⁾

¹ L'exactitude de vos déclarations peut faire l'objet de vérifications et de demandes de justificatifs. La loi prévoit des sanctions en cas de fausse déclaration et vous expose à des recours de vos clients en cas de préjudice lié notamment à l'octroi d'aide dans le cadre du Fonds Air-Bois.